



SARL C2C MEDITERRANEE

GROUPE C2C CONSEILS



ASSOCIATION

AIDE FAMILIALE POPULAIRE PROVENCE

« AAFP PROVENCE »

57, avenue de Saint Just, 13013 Marseille

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2025

C2C MEDITERRANEE
Commissaire aux Comptes
Aurélie KADOCH



Siège social :
5 Cours Jean Ballard
13001 MARSEILLE
Tél. : 04 84 25 61 50

Bureau Secondaire :
Maison près de l'Aqueduc
20167 MEZZAVIA
Tél. : 04 95 10 93 00

Société inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence - Bastia



SARL C2C MEDITERRANEE

GROUPE C2C CONSEILS



A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AAFP PROVENCE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Siège social :
5 Cours Jean Ballard
13001 MARSEILLE
Tél. : 04 84 25 61 50

Bureau Secondaire :
Maison près de l'Aqueduc
20167 MEZZAVIA
Tél. : 04 95 10 93 00

Société inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence - Bastia



SARL C2C MEDITERRANEE

GROUPE C2C CONSEILS



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du règlement ANC 2022-06 applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Appréciation de la valorisation du solde PSU à recevoir à la clôture ;
- Analyse et suivi des résultats sous contrôle des tiers financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 22-10-8 et suivants du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les

Siège social :
5 Cours Jean Ballard
13001 MARSEILLE
Tél. : 04 84 25 61 50

Bureau Secondaire :
Maison près de l'Aqueduc
20167 MEZZAVIA
Tél. : 04 95 10 93 00

Société inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence - Bastia



SARL C2C MEDITERRANEE

GROUPE C2C CONSEILS



comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre association auprès des associations contrôlant votre association ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Siège social :
5 Cours Jean Ballard
13001 MARSEILLE
Tél. : 04 84 25 61 50

Bureau Secondaire :
Maison près de l'Aqueduc
20167 MEZZAVIA
Tél. : 04 95 10 93 00

Société inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence - Bastia



SARL C2C MEDITERRANEE

GROUPE C2C CONSEILS



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Siège social :
5 Cours Jean Ballard
13001 MARSEILLE
Tél. : 04 84 25 61 50

Bureau Secondaire :
Maison près de l'Aqueduc
20167 MEZZAVIA
Tél. : 04 95 10 93 00

Société inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence - Bastia



SARL C2C MEDITERRANEE

GROUPE C2C CONSEILS



- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille,
le 9 juin 2026

C2C MEDITERRANEE
Commissaire aux Comptes
Aurélié KADOCH



Siège social :
5 Cours Jean Ballard
13001 MARSEILLE
Tél. : 04 84 25 61 50

Bureau Secondaire :
Maison près de l'Aqueduc
20167 MEZZAVIA
Tél. : 04 95 10 93 00

Société inscrite auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence - Bastia

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)						
	Immobilisations incorporelles						
	Frais de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés et droits assimilés	12 377	10 822	1 555	3 402	-1 847	-54%
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	28 037		28 037	28 037		
	Constructions	328 478	112 008	216 470	233 431	-16 961	-7%
	Installations techniques, matériel et outillage	69 172	45 002	24 170	29 674	-5 504	-19%
	En cours, avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
ACTIF CIRCULANT	Immobilisations financières (1)						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	4 643		4 643	4 643		
	Autres immobilisations financières	5 590		5 590	5 590		
	Total II	448 297	167 832	280 465	304 776	-24 311	-8%
	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	404 076	13 793	390 283	674 306	-284 023	-42%
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	22 689		22 689	48 119	-25 430	-52%
Comptes de Régularisation	Charges constatées d'avance (2)	4 394		4 394		4394	100%
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments financiers à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	1 905 950		1 905 950	1 502 932	403 018	27%
	Total III	2 337 109	13 793	2 323 316	2 225 357	97 959	4%
	Frais d'émission des emprunts (IV)						
	Primes de remboursement des emprunts (V)						
	Ecart de conversion et différences d'évaluation (VI)						
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)	2 785 406	181 625	2 603 781	2 530 134	73 647	3%

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à moins d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
		31/12/2025 12	31/12/2024 12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	507 249	507 249		
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	528 984	528 984		
	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	560 555	452 870	107 685	24%
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	81 839	107 685	-25 845	-24%
	Situation nette (sous total)	1 678 628	1 596 788	81 839	5%
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	1 678 628	1 596 788	81 839	5%
AUTRES FONDS PROPRES	Fonds non remboursables				
	Avances conditionnées				
	Droits du concédant				
	Total II				
FONDS REPORTEES ET DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
	Fonds dédiés				
	Total III				
PROVISIONS	Provisions pour risques	156 735	156 308	427	
	Provisions pour charges				
	Total IV	156 735	156 308	427	
DETTES (1)	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	218 744	232 914	-14 170	-6%
	Emprunts et dettes financières diverses (2)				
	Instrument financiers à terme				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	41 217	23 503	17 714	75%
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	500 807	519 600	-18 792	-4%
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	7 650	1 021	6 629	649%
	Produits constatés d'avance				
	Total V	768 418	777 037	-12 836	-1%
Écarts de conversion et différences d'évaluation (VI)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)		2 603 781	2 530 134	73 647	3%

(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)

(2) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2025 12	31/12/2024 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations	101	100	1	1%
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	2 705 680	2 715 630	-9 951	
Parrainages		976	-976	-100%
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	749 656	759 304	-9 647	-1%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	21 509	124 713	-103 204	-83%
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	676	26	651	2533%
Total I	3 477 623	3 600 749	-123 126	-3%
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	386 789	337 840	48 949	14%
Aides financières	639		639	100%
Impôts, taxes et versements assimilés	184 882	184 777	106	
Salaires et traitements	2 123 997	2 174 482	-73 698	-3%
Cotisations sociales	627 528	677 846	-27 104	-4%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	29 367	29 711	-344	-1%
Dotations aux provisions	14 220	91 727	-77 507	-84%
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées				
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	27 726	1 014	26 712	2634%
Total II	3 395 147	3 497 396	-102 249	-3%
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	82 476	103 354	-20 878	-20%

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2025 12	31/12/2024 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	2 737	4 652	-1 915	-41%
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits des immobilisations financières cédées				
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie				
Total III	2 737	4 652	-1 915	-41%
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	3 374	3 583	-209	-6%
Différences négatives de change		1	-1	-100%
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie				
Total IV	3 374	3 584	-211	-6%
2. Résultat financier (III-IV)	-636	1 068	-1 704	-160%
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	81 839	104 421	-22 582	-22%
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		5 281	-5 281	-100%
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		2 018	-2 018	-100%
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		3 264	-3 264	-100%
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I+III+V)	3 480 361	3 610 683	-130 322	-4%
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 398 521	3 502 998	-104 477	-3%
5. EXCEDENT OU DEFICIT	81 839	107 685	-25 845	-24%



ANNEXE : arrêtés des comptes 2025

SOMMAIRE

I- Les faits caractéristiques.....	Page 2
II- Les faits majeurs.....	Page 2
III- Les faits significatifs postérieurs à la clôture.....	Page 2
IV- Règles et méthodes comptables.....	Page 3

Complément d'informations relatif au Bilan :

Le tableau des immobilisations.....	Page 4
Le tableau des amortissements.....	Page 4
Variation des fonds propres.....	Page 5
Etat des provisions pour risques et charges.....	Page 5
Etat des échéances des créances et des dettes.....	Page 5
Evaluation des immobilisations corporelles.....	Page 6
Evaluation des amortissements.....	Page 6
Evaluation des créances et des dettes.....	Page 6
Dépréciation des créances.....	Page 6
Produits à recevoir et charges à payer.....	Page 6

Complément d'informations relatif au compte de résultat :

Produits d'exploitation.....	Page 7
------------------------------	--------

Engagements financiers et autres informations

Engagement en matière de pension et retraite.....	Page 7
Engagements financiers.....	Page 8



Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 2 603 781 euros et au compte de résultat présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 3 477 623 euros et dégagent un excédent de 81 839 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

I- Les faits caractéristiques

L'Association a pour but d'aider et de soutenir à leur domicile ou dans un domicile de substitution les familles, les enfants, les personnes âgées, isolées ou en situation de handicap et plus généralement toute personne faisant appel à elle dans le cadre de ses missions.

Pour réaliser ce projet, elle se propose d'organiser, seule ou en partenariat, toute forme de services pour répondre à leurs besoins en mettant à disposition des familles, des personnes âgées, isolées ou en situation de handicap le personnel formé nécessaire.

L'Association se propose d'œuvrer à la syndicalisation des familles en favorisant l'adhésion à la Confédération Syndicale de familles (la CSF). Pour ce faire, elle proposera l'adhésion à la CSF aux usagers des services et diffusera l'information que la CSF lui fournira.

II- Les faits majeurs

Néant

III- Les faits significatifs postérieurs à la clôture

Néant



IV- Règles et méthodes comptables

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que des règlements ANC 2018-06 et ANC 2022-06 relatifs à la réécriture du Plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes :

L'autorité des normes comptables (ANC) a adopté le règlement ANC n° 2022-06 du 5 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et Règlement ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023. Ces nouvelles dispositions sont applicables pour la première fois au comptes sociaux de l'exercice couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025. Ce changement de réglementation se traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitation (reprise sur subventions d'exploitation, etc..) et des charges d'exploitation (indemnités salariales, etc..).

Les incidences financières et de présentation sont exposées ci-dessous :

Les principales modifications concernent le reclassement des charges et produits exceptionnels dans le résultat d'exploitation ; le reclassement des transferts de charge en diminution des charges d'exploitation.

Informations générales complémentaires :

Néant.

Complément d'informations relatif au Bilan :

Voir ci-dessous

**Etat des immobilisations**

Etat des immobilisations	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
A-Immobilisations incorporelles :			
Installations générales agencements aménagements divers	12 836 €		
TOTAL A :	12 836 €		
B-Immobilisations corporelles :			
Installations générales agencements aménagements des constructions	118 198 €		
Terrains	28 037 €		
Constructions sur sol propre	210 279 €		
Immobilisations corporelles en cours			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	104 841 €		8 717 €
Autres immobilisations corporelles	17 847 €		2 673 €
TOTAL B :	479 203 €		11 390 €
C-Prêts, autres immobilisations financières	10 233 €		
TOTAL C :	10 233 €		
TOTAL GENERAL A+B+C :	502 272 €		11 390 €

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à poste	Cessions		
A-Immobilisations incorporelles :				
Installations générales agencements aménagements divers		459 €	12 377 €	12 377 €
TOTAL A :		459 €	12 377 €	12 377 €
B-Immobilisations corporelles :				
Installations générales agencements aménagements des constructions			118 198 €	118 198 €
Terrains			28 037 €	28 037 €
Constructions sur sol propre			210 279 €	210 279 €
Immobilisations corporelles en cours				
Matériel de bureau et informatique, mobilier		61 636 €	43 205 €	43 205 €
Autres immobilisations corporelles		2 969 €	17 552 €	17 552 €
TOTAL B :		64 605 €	417 271 €	417 271 €
C-Prêts, autres immobilisations financières				
			10 233 €	10 233 €
TOTAL C :			10 233 €	10 233 €
TOTAL GENERAL A+B+C :		65 064 €	439 881 €	439 881 €

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
A-Immobilisations incorporelles :				
Installations générales agencements aménagements divers	25 899 €	1 847 €		27 746 €
TOTAL A :	25 899 €	1 847 €		27 746 €
B-Immobilisations corporelles :				
Installations générales agencements aménagements des constructions	15 231 €	9 297 €		24 528 €
Constructions sur sol propre	79 816 €	7 664 €		87 480 €
Matériel de bureau et informatique, mobilier	73 284 €	7 460 €		80 744 €
Immobilisations corporelles en cours	1 555 €			1 555 €
Autres immobilisations corporelles	1 711 €	3 100 €		4 811 €
TOTAL B :	171 597 €	27 521 €		199 118 €
TOTAL GENERAL A+B :	197 496 €	29 367 €		226 864 €



Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
A-Immobilisations incorporelles :					
Installations générales agencements aménagements divers	1 847 €				
TOTAL A :	1 847 €	0 €	0 €	0 €	0 €
B-Immobilisations corporelles :					
Installations générales agencements aménagements des constructions	9 297 €				
Constructions sur sol propre	7 664 €				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 460 €				
Immobilisations corporelles en cours					
Autres immobilisations corporelles	3 100 €				
TOTAL B :	27 521 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GENERAL (A+B) :	29 367 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

Ventilation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	507 249 €				507 249 €
Réserves	528 984 €				528 984 €
Report à nouveau	452 870 €	107 685 €			560 555 €
Excédent ou déficit de l'exercice N-1	107 685 €	-107 685 €	81 839 €		81 839 €
Situation nette	1 596 788 €	0 €	81 839 €	0 €	1 678 628 €

Etat des provisions

Provisions	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Provisions pour risques et charges	156 308 €	427 €			156 735 €
Provisions pour dépréciation sur comptes clients	21 509 €	13 793 €	21 509 €		13 793 €
TOTAL GENERAL :	177 818 €	14 220 €	21 509 €	0 €	170 528 €
Dont dotations et reprises d'exploitation :		14 220 €	21 509 €		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1an au plus	A plus d'1an
A-Diverses créances			
Autres créances clients	409 340 €	409 340 €	
Personnel et comptes rattachés	1 830 €	1 830 €	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	175 €	175 €	
Débiteurs divers	4 355 €	4 355 €	
Charges constatées d'avance	4 394 €		
TOTAL A :	420 094 €	415 700 €	0 €
B-Prêts, autres immobilisations financières			
Prêts	4 643 €	4 643 €	
Autres immobilisations financières	5 590 €		5 590 €
TOTAL B :	10 233 €	4 643 €	5 590 €
TOTAL GENERAL (A+B) :	430 327 €	420 343 €	5 590 €
Montant des prêts accordés en cours d'exercice	0 €		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	0 €		

Etat des dettes	Montant brut	A 1an au plus	De 1 à 5ans	A plus de 5ans
Fournisseurs et comptes rattachés	24 889 €	24 889 €		
Personnel et comptes rattachés	303 809 €	303 809 €		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	190 303 €	190 303 €		
Autres impôts taxes et assimilés	6 695 €	6 695 €		
Autres dettes	5 968 €	5 968 €		
Produits constatés d'avance	0 €	0 €		
Emprunts et dettes et crédits à plus de 1an à l'origine	218 744 €	14 519 €	69 403 €	134 822 €
TOTAL :	750 408 €	546 183 €	69 403 €	134 822 €
Emprunts remboursés en cours d'exercice	14 305 €			



Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	10 à 50 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	10 à 20 ans
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Produits à recevoir et charges à payer

Produits à recevoir :

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	833 €
TOTAL :	833 €

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fiscales et sociales	500 807 €
TOTAL :	500 807 €



Complément d'informations relatif au compte de résultat :

Produits d'exploitation

Les produits reçus proviennent de plusieurs financements :

- Pour les Bouches du Rhône :
 - Le département des Bouches du Rhône
 - La Caisse d'allocation familiale des Bouches du Rhône
 - Les participations des familles
 - L'ASE du Var
 - L'ASE du Gard

- Pour le Vaucluse :
 - Le département du Vaucluse
 - La caisse d'allocation familiale du Vaucluse
 - Les participations des familles
 - La MSA

- Pour les deux départements :
 - Indemnités contrats aidés
 - Subvention emplois francs
 - Indemnités liées au financement des frais de formations des salariés par le biais d'Uniformation et TRANSITION PRO.

L'ensemble de ces produits représentent sur 2025 99% du budget total.

Engagements financiers et autres informations

Engagement en matière de pension et retraite

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés au titre de l'indemnité départ à la retraite en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'association à l'âge de la retraite s'élève à **92 269€** charges sociales et fiscales incluses.

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode des unités de crédits projetés, l'Association a recours à un prestataire pour le calcul de l'indemnité.



Les calculs ont été établis en fonction des hypothèses et paramètres suivants :

- Intégralité des départs à la retraite à l'âge de 64 ans sur demande des salariés ;
- Table de mortalité TF00-02 ;
- Taux de sortie de l'entreprise « moyen » suivant table en fonction de l'âge des salariés ;
- Taux d'évolution des salaires : 0.5% ;
- Taux d'actualisation pris à 3% ;
- Taux de charges sociales et fiscales global appliqué sur l'ensemble des calculs ;
- Taux moyen de charges sociales et fiscales retenu 30%.

Engagements financiers

Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant

Engagements financiers

Engagements donnés

Néant

Engagements reçus

Néants